

[Text]

Mr. McDermid: I am telling you that these companies have great potential in the private sector. They have not been able to reach that potential. This government is committed to AECL. They have made that very clear. AECL for a very long time has produced quality research, along with what I consider to be the best nuclear reactors in the world. I think they have 5 or 6 in the top 11 operating reactors out of 200 or so in the world today. Their largest customer of course is Ontario Hydro.

They have produced all this quality research, and industry and Ontario Hydro and its customers have got off pretty easy in paying their share of it. The government is now looking at a better way of ensuring that AECL can continue with its research and develop its CANDU technology in cooperation with its largest customers, including those businesses in Canada that benefit from it. That is exactly what is going on today. It is no different from a number of other research organizations who sell technology to other companies.

The agreement between AECL and CDIC is something that has yet to be worked out. AECL is separate from these two companies. I think you will see, Mr. Hopkins, that when these two companies are left to grow on their own they are going to provide additional employment. They are going to be a couple of companies we can be very proud of in the private sector. They do not need big brother watching over them or in fact taking moneys from them. . . but allowing them to grow and expand with the moneys they earn.

- 1630

M. Ricardo Lopez (député de Châteauguay): Je voudrais remercier et féliciter le ministre d'avoir livré une partie de son allocution en français. Je voudrais également en inciter d'autres à faire comme lui. C'était vraiment formidable et je tiens à vous en féliciter. Vous faites beaucoup de progrès. Continuez.

Vous avez parlé des deux compagnies en question. Vous faites une distinction nette entre ces deux compagnies et vous souhaitez qu'elles restent telles quelles. À moins que je ne me trompe, rien dans le projet de loi n'interdit à une même société de faire l'achat des deux compagnies ou d'une partie des deux compagnies. Si c'est le cas, est-ce que vous avez prévu un pourcentage limité pour chacune des compagnies ou si vous prévoyez d'interdire purement et simplement l'achat des deux sociétés par la même compagnie? Sinon, on risque que ces deux sociétés n'en fassent qu'une à l'avenir.

Deuxièmement, quel est le siège social de ces compagnies-là? Est-il prévu que les acheteurs seront obligés de garder le siège social au même endroit ou s'ils pourront le déménager?

[Translation]

M. McDermid: J'essaie de vous dire que ces compagnies ont énormément de potentiel dans le secteur privé. Or, jusqu'à présent, elles n'ont pas été en mesure d'exploiter tout ce potentiel. Le gouvernement actuel ne renie pas ses engagements envers l'AECL. D'ailleurs, il a été très clair à ce sujet. Depuis longtemps, l'AECL se distingue par la qualité de ses recherches, sans compter qu'elle a produit le meilleur réacteur nucléaire au monde, à mon avis. Sur les quelques 200 réacteurs disséminés dans le monde à l'heure actuelle, je pense que l'AECL a produit 5 ou 6 des 11 meilleurs. Évidemment, son principal client est l'Hydro Ontario.

L'AECL s'est livré à toutes ces recherches de pointe alors que l'industrie, l'Hydro Ontario et sa clientèle n'ont guère participé aux frais. Le gouvernement essaie maintenant de voir comment l'AECL pourrait poursuivre ses recherches et perfectionner la technologie du CANDU en collaboration avec ses principaux clients, y compris les entreprises canadiennes qui en tirent parti. Voilà précisément ce qui se passe à l'heure actuelle. Nous ne nous distinguons pas d'un certain nombre d'autres organismes de recherche qui vendent de la technologie à d'autres sociétés.

Il reste à mettre au point les modalités de l'accord entre l'AECL et la CDIC. L'AECL est une entité distincte de ces deux compagnies. M. Hopkins, je crois que vous constaterez, que si l'on permet à ces deux compagnies de se développer elles-mêmes, elles fourniront des emplois additionnels. Ce seront deux compagnies du secteur privé dont nous pourrions être très fiers. Ils n'ont pas besoin qu'on les surveille, ni qu'on leur enlève de l'argent. . . Plutôt, on devrait les laisser s'épanouir avec l'argent qu'ils gagneront d'eux-mêmes.

Mr. Ricardo Lopez (Châteauguay): I would like to thank the minister and congratulate him for having made part of his statement in French. I would encourage others to do the same. It was tremendous and I want to congratulate you. You are making very good progress. Keep it up.

You talked about the two companies concerned. You clearly distinguished between them, and you want them to remain separate. However, if I understood correctly, there is nothing in the bill to stop the same company from buying up both of them or part of each. If that is indeed the case, have you set percentage restrictions on the ownership of each company, or do you simply intend to prohibit the purchase of both companies by a single company? If not, the two may well be merged in the future.

Secondly, where do the two companies have their head offices? Are there any provisions preventing purchasers from moving them?